



POINT DE VUE

La menace russe

par Robert R. Amsterdam (*)

Il y a une dizaine de jours, à Moscou, le vice-président de la Banque centrale, Andreï Kozlov, en charge de l'assainissement du système bancaire, est assassiné d'une balle dans la tête. *Business as usual*, ou presque, dans un pays classé par la Banque mondiale au 151^e rang, derrière la Zambie, en termes de « gouvernance ». Les investisseurs occidentaux, de même que leurs responsables politiques, ne devraient pas être surpris par ces développements qui mettent à nouveau en lumière la fragilité des réformes en Russie ces dernières années.

Vladimir Poutine fait certes ce qu'il peut pour redorer l'image, mais seulement l'image, de son pays. Durant l'été, des événements comme le G8 de Saint-Petersbourg, ou l'introduction en Bourse de Rosneft, ont pu faire croire que la Russie avait changé. Pourtant, l'assassinat d'Andreï Kozlov n'est qu'une illustration de plus de l'attaque générale lancée en Russie depuis plusieurs années contre l'économie de marché et l'état de droit.

Le président Poutine vient de reconnaître lui-même que le système bancaire russe était encore en bonne part contrôlé par des mafieux et se lamentant que le « business » dans son pays soit aujourd'hui si corrompu, en particulier dans ses relations avec l'État.

Domination. On ne saurait mieux dire ! Les « siloviki », ces hommes forts ayant appartenu aux services secrets et à l'armée, ont largement profité de l'arrivée de Vladimir Poutine pour se renforcer au sein même du Kremlin, au point de dominer aujourd'hui des pans entiers de l'État russe. Ils ont écarté les rares «

libéraux », se sont occupés des élections locales, ont muselé la presse et montré leurs muscles en toutes occasions. Ils ont aussi démontré qu'ils contrôlaient la justice, en détruisant Mikhaïl Khodorkovski et en prenant le contrôle et la propriété de Ioukos. Les investisseurs étrangers ne sont pas mieux lotis que les investisseurs russes. Après l'incroyable scandale Ioukos, et son dernier avatar Rosneft, les derniers développements, en début de semaine, concernant le projet Sakhaline 2, ne devraient pas surprendre. La remise en cause d'un projet gazier dans lequel la Royal Dutch Shell a déjà investi des milliards de dollars n'est que la suite logique de l'affaire Ioukos : le Kremlin refuse de ne pas bénéficier directement, pour ne pas dire personnellement, et le plus possible de l'exploitation des ressources russes. Avec de tels antécédents, faut-il vraiment s'étonner du manque d'enthousiasme des dirigeants d'EADS lorsqu'ils s'aperçoivent qu'une banque russe, faux-nez du Kremlin, a ramassé 5 % des actions sur le marché et fait savoir qu'elle entend à terme disposer d'une minorité de blocage ?

De même, l'entreprise Gaz de France entend-elle s'allier à Suez pour rendre plus difficile une attaque de Gazprom. Les secteurs de l'aérospatiale, de la défense et de l'énergie, ne sont pas des secteurs comme les autres. Et là plus qu'ailleurs, la logique des investissements russes est étrangère à l'économie de marché. Moscou bénéficie d'une conjonction extraordinaire : le silence assourdissant des leaders politiques occidentaux et l'asymétrie qui caractérise les relations d'affaires

avec les Russes, le premier autorisant la seconde à perdurer. Alors que Gazprom se refuse à respecter les règles du jeu du marché au sens où nous l'entendons, que des barrières infranchissables sont posées aux investissements étrangers dans des secteurs stratégiques en Russie, le Kremlin exige que ces règles soient respectées quand des entreprises russes s'en prennent aux secteurs stratégiques européens !

Savoir dire « non ». Et pendant ce temps-là, les dirigeants politiques européens demeurent muets, chaque pays espérant pouvoir tirer son épingle du jeu, ou celle de son « champion national », en accordant tel ou tel avantage unilatéral à Moscou. Tant que cette situation perdurera, les « durs » du Kremlin pousseront leur avantage. Quoi de plus logique ? Il est plus que temps que nos dirigeants européens relèvent le défi posé par leur menaçant voisin, et démontrent leur volonté d'aller au-delà des égoïsmes nationaux. Cela suppose, parfois, de dire « non ». Le président français, Jacques Chirac, et la chancelière allemande, Angela Merkel, qui ont rencontré Vladimir Poutine vendredi et samedi au minisommet de Compiègne, ont eu cette opportunité. Ils ne paraissent pas l'avoir saisie. Un vrai partenariat avec la Russie ne peut pourtant reposer que sur des bases solides et donc équilibrées. Nous en sommes loin.

* Robert R. Amsterdam est basé à Londres. Co-fondateur du cabinet canadien « Amsterdam & Peroff », il est l'avocat international de Mikhaïl B. Khodorkovski. Cet article exprime le point de vue personnel de l'auteur.